



www.europeennes-sudest.fr

Lyon , le 21 mai 2009

Cher Philippe Isnard, chers amis,

Vous m'interrogez en tant que tête de liste pour le sud-est de Debout la République, mouvement présidé par Nicolas Dupont Aignan.

En liminaire, je dois vous rappeler 3 points :

- Nos références sont républicaines, laïques, féministes, sociales et patriotes. La volonté du peuple français a été bafouée par le vote UMPS-Modem- Verts du « Traité de Lisbonne ».
- Nous représentons l'Alliance des républicains des 2 rives. Des « Chevènementistes sont actifs sur notre liste ou dans nos réseaux de soutien. Tout simplement parce qu'au dessus des tactiques et intérêts électoraux, il y a la République.
- A partir du constat (communiqué national du MRC du 26 mars 2009) que le front de gauche ne partageait aucune position du MRC, il était logique qu'ils se rassemblent avec nous. Les discussions avec ce front avaient échoué sur les clivages essentiels : analyse de la crise du capitalisme, affirmation de la Nation (le front est fédéraliste et cosmopolite !), Europe indépendante, refus des migrations sans contrôle, protection raisonnée de l'emploi des travailleurs et de notre santé, conception progressiste de la croissance et de la science.

Je réponds volontiers à vos 3 séries de questions.

1/ La laïcité est une valeur intrinsèque à notre République française.

1.1 C'est l'Etat chez lui, les religions chez elles et les citoyen-ne-s libres de croire, de ne pas croire ou de s'interroger.
Sans laïcité pas de liberté de l'esprit.

Notre histoire nationale avec notamment la grande date de 1905 est marquée par cette affirmation émancipatrice, qu'il faut renforcer et développer. Les articles 1 et 2 de cette loi, notamment, sont essentiels et à réaffirmer hautement. Les intégristes et cléricaux de tous types conduisent aujourd'hui une offensive puissante et coordonnée contre la laïcité. Ils rencontrent la complaisance de certains et l'appui de courants différentialistes ethnicistes et communautaristes qu'il faut combattre absolument.

1.2 La mise en cause des Lumières, avec les moyens financiers des multinationales religieuses et sectaires est évidente : créationnisme, impostures des fausses sciences, antirationalisme ont des ramifications internationales bien connues.

1.3 L'Europe d'inspiration conservatrice-libérale ou social-démocrate manifeste une complicité coupable. Tariq Ramadan n'est-il pas conseiller de Barroso, du maire d'Amsterdam, auparavant de Tony Blair. M. Sarkozy, par son inacceptable discours au Latran, a rejoint clairement le front des obscurantistes

1.4 La laïcité est aussi garante des droits des femmes et de l'égalité en droits, devoirs et dignité des femmes et des hommes. Contraception, avortement, refus des violences ethnicistes, de l'oppression religieuse et/ou communautaire. Les « nouveaux entrants » (Malte, Pologne, etc.) sont très préoccupants à cet égard et renforcent –sans doute sont-ils là pour cela – le poids des intégrismes rétrogrades.

1.5 Le Traité de Lisbonne est marqué d'une illégitimité fondamentale aux yeux de Debout la République puisqu'il va à l'encontre du Non du peuple français. L'Europe UMP-PS-Modem-Verts, concernant la laïcité particulièrement, entérine une conception anglo-saxonne qui accepte ethnicisme, communautarismes et tribalismes ethniques ou religieux. Ce n'est pas notre conception de la République et de la France.

2-Oui ! Le consensus conservateur-social démocrate veut démanteler clairement les services publics au nom de la pseudo-concurrence (« libre et non faussée »). Ceci alors que jamais les monopoles internationaux n'ont été aussi puissants, malfaisants et destructeurs.

Nous refusons la destruction de la SNCF, de La Poste, du système hospitalier et de sécurité sociale, la dérégulation de l'énergie. Le caractère calamiteux de ce renoncement à la conception républicaine et sociale, gaulliste, des services publics est évident.

Il y a effectivement un consensus de Bruxelles (Barroso-PPE) Washington (FMI-Strauss-Kahn) Genève (OMC- Pascal Lamy) sur cette orientation.

C'est la souveraineté du peuple qui est en jeu. Nous proposons par exemple une idée simple et pratique : Tout redéploiement d'un service public devra être soumis à débat public : organisation d'une enquête d'impact, consultation des usagers, des syndicats, des personnels, des populations et des élus, rapport public avant toute fermeture, recueil des propositions pour améliorer et développer le service public (cf. pétition sur notre site www.europeennes-sudest.fr).

Nous constatons ainsi que la « stratégie de Lisbonne » loin de développer la science, les techniques et l'intelligence fait reculer les sources rationnelles du progrès.

En France c'est la recherche bloquée, le système universitaire bafoué. Faut-il évoquer la reconnaissance d'une religion comme autorité scientifique pouvant délivrer des diplômes ? Ou le poids, organisé par Bruxelles, des lobbies religieux ?

3-II faut refuser le système institutionnel européen actuel.

- ✓ D'abord, supprimer la Commission. Purement et simplement.
- ✓ Instaurer la primauté des Etats-Nations s'accordant sur des projets précis (la voiture électrique, les énergies nucléaires et renouvelables du futur, les infrastructures vraiment d'intérêt européen, etc.)

- ✓ Mettre fin à la logique néfaste de la BCE.
- ✓ Le rôle d'expression des peuples du Parlement européen doit être totalement refondu.

C'est ce que propose notre plan B (cf. petit livre mauve et le résumé sur notre site www.europeennes-sudest.fr).

En l'attente de cette nouvelle architecture institutionnelle, la République française doit suspendre même unilatéralement l'application des normes européennes qui nous nuisent. Quand on veut, on peut. Il suffit même parfois de pratiquer la politique de la « chaise vide », comme l'a fait efficacement de Gaulle.

Avec mes sentiments laïques et républicains très cordiaux.

Michèle Vianès